



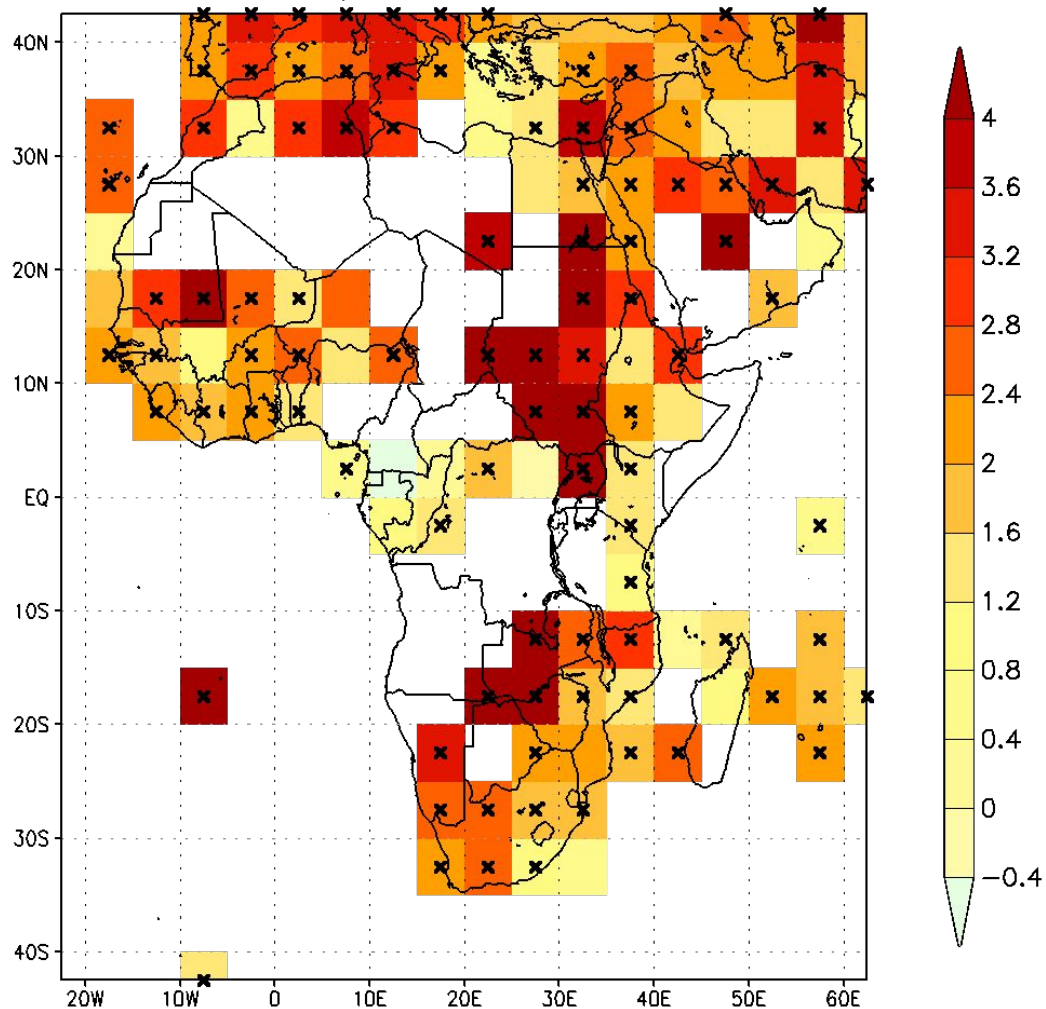
Les principales causes du changement climatique en Afrique du Sud et son impact dans la région

Présentée par Madame la Ministre Barbara CREECY



Changement climatique observé en Afrique et pronostic

Temperature trends



Carte Tendances observées dans la moyenne des températures en Afrique entre 1961 et 2010.

L'Afrique se réchauffe beaucoup plus vite que le reste du monde – alors que la planète s'est réchauffée d'en moyenne un degré Celsius, l'Afrique s'est quant à elle réchauffée d'au moins 2 degrés ces cinquante dernières années.

Dans le sud de l'Afrique, l'augmentation observée est de 2 degrés voir plus, avec de fréquentes vagues de chaleur.

L'Afrique subtropicale, l'Afrique du nord et l'Afrique méditerranéenne ont de grandes chances de devenir plus sèches et de souffrir de plus fréquentes sécheresses pluriannuelles.

En Afrique tropicale, les modèles prévoient de plus fréquentes et de plus intenses précipitations ainsi que plus de jours affichants des températures caniculaires.



Les impacts du changement climatique en Afrique



Une tempête de sable dans les plaines de la province de l'État Libre, en Afrique du Sud, pendant la sécheresse pluriannuelle de

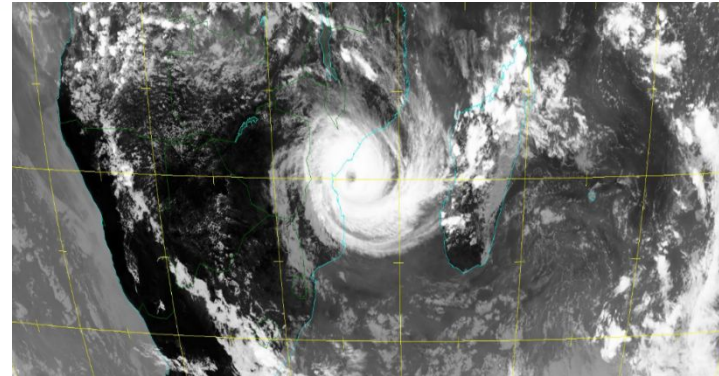
- La croissance des économies africaines est plus vulnérable que les autres aux impacts liés au changement climatique (IPCC SR1.5, 2018).
- Les vagues de chaleur et les sécheresses pluriannuelles vont affecter directement le PIB des nations africaines, en réduisant drastiquement leur production agricole.
- Les moyens de subsistance de millions d'agriculteurs et d'agricultrices en Afrique sont en péril, comme a pu le démontrer la récente sécheresse au Zimbabwe.
- Le risque d'événement catastrophique (i.e. le manque d'eau potable) augmente pour les villes africaines les plus peuplées.
- Les villes côtières sont plus vulnérables à la montée du niveau des mers et aux perturbations atmosphériques extrêmes (comme les cyclones), dont les effets seront perçus de plus en plus loin à l'intérieur des terres.
- Le fardeau lié aux maladies telles que la malaria ou la dengue va lui aussi augmenter.



Besoin urgent de mécanismes de réponses adaptés en Afrique



Amanzimtoti,
Afrique du Sud,
2019



Cyclone Idai arrivant
sur la côte est, Mars
2019

- Les gouvernements des pays africains **perdent** déjà annuellement **entre 2 et 9% de leur PIB** du fait d'événements climatiques extrêmes (Programme pour l'Environnement de l'ONU – PNUE). Le coût annuel pour consolider une réelle **résilience climatique** sur le continent est évalué **entre 140 et 300 milliard de dollars US** d'ici à 2030 (Programme pour l'Environnement de l'ONU – PNUE).
- **Au niveaux nationaux et régionaux**, des projets ambitieux d'adaptation au changement climatique pourraient inclure des échanges commerciaux plus systématiques de nourriture, d'eau et d'électricité entre pays voisins pour maintenir la sécurité alimentaire des pays africains.
- **Au niveau local**, des mécanismes de gestion des catastrophes et des systèmes d'alerte plus réactifs doivent être conçus de manière concertée par les communautés et l'administration locales.
- **L'investissement infrastructurel et l'investissement dans des réseaux de transports modernes peuvent réduire la vulnérabilité** des régions aux grandes inondations, aux inondations plus localisées et aux glissements de terrain.
- **Les vagues de chaleur étant déjà une des menaces parmi les plus graves** en Afrique, de meilleurs logements et des centres de refroidissement restent les options les plus sérieuses.



Inégalités mondiales entre production et consommation au regard de l'émission de Gaz à effet de serre (GES)

La responsabilité historique de l'Afrique dans l'émission de CO₂ est d'environ 1%. Le continent représente, de nos jours, seulement 3 à 4% des émissions mondiales mais plus de 16% de la population mondiale y vit.

Region	Population mondiale (%)	Part des émissions de CO ₂ liée à la production (%)	Part des émissions de CO ₂ liée à la consommation (%)
Amérique du Nord	5	17	19
Europe	10	16	18
Amérique Latine & Caraïbes	9	6	6
Asie	60	56	52
Afrique	16	4	3
Océanie	0.5	1.3	1.3



Changement climatique, Développement économique et Ressources naturelles en Afrique

- La croissance économique et le combat contre la pauvreté sont essentiels mais, dans de nombreux cas, ils restent dépendants du développement de nouveaux sites d'exploitation minières, incluant pétrole, gaz, charbon, minerais de fer ou lithium (comme au Ghana, en Afrique du Sud, au Mozambique, en Tanzanie, en Égypte ou en Somalie).
- De plus, 70% des exportations africaines proviennent des secteurs pétrolier, gazier et minier, représentant ainsi près de la moitié du PIB africain. Les revenus issus de ces ressources naturelles risquent de s'amoinrir **à mesure que les politiques climatiques et les marchés s'adaptent et se réorientent**. L'investissement dans les énergies fossiles risque de devenir de plus en plus difficile à financer.
- **Opportunités à venir :**
 - L'Afrique possède 42 des 63 métaux/éléments critiques pour les technologies bas carbone et pour la 4^{ème} révolution industrielle, avec des métaux stratégiques présents dans les $\frac{3}{4}$ des pays africains. Ces métaux représentent un potentiel gigantesque pour la création de nouvelles industries et le développement économique local.
 - Les énergies renouvelables africaines (éolien, solaire, hydraulique, biomasse / biogaz) sont de classe mondiale, mais elles restent extrêmement sous-employées aujourd'hui. Elles offrent en revanche d'énormes opportunités pour répondre à la demande énergétique africaine actuelle et future. Les mécanismes de financement climatiques doivent être utilisés à plein régime pour financer ces projets de développement. Dans ces conditions, l'Afrique serait même en mesure de devenir exportatrice d'hydrogène.



SOURCES POTENTIELLES DE FINANCEMENT

GOUVERNEMENTALE

- Allocations budgétaires – Mesures politiques (Comme la taxe Carbone) – Moyens et fonds fléchés – Programmes Spéciaux : Renewable Energy Independent Power Producer Procurement Programme(REIPPPP) - « Obligations Climat » (Finance verte, finance carbone).

BILATÉRALE

- Mécènes bilatéraux - Allemagne ; UE (Commission Européenne) ; Flandres ; etc.
- Institutions financières de développement bilatéral - Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) ; Agence Française de Développement (AFD) ; Banque Européenne d'Investissement (BIE) ; Banque de développement d'Afrique du Sud (DBSA)

MULTILATÉRALE

- Banques de développement multilatérales – Groupe de la Banque Mondiale, Société Financière Internationale (IFC), Groupe de la Banque Africaine de Développement
- Mécanismes financiers multilatéraux et fonds dédiés – Fond Vert pour le Climat (GCF) ; Fond pour l'Environnement Mondial (GEF) ; Fond d'investissement climatique (CIF) ; Fond d'Adaptation au changement Climatique (AF)
- Mécanismes de marché de l'Accord de Paris (Article 6)

SECTEUR PRIVÉ

- Investissements étrangers et domestiques – Groupes et institutions privées, Multinationales, Fonds de Pension, etc.
- Institution financières nationales – Groupes de développement industriel ; Nedbank, Standard Bank (banques sud-africaines) ; Land Bank, ABSA, Rand Merchant Bank, etc.
- Organisations philanthropiques – la Fondation Ford, les Fondations Gates, La Fondation Rockefeller, etc.

Finance climatique : 70% de prêts vs 5 – 6 % de subventions

Poser les cadres et facteurs d'une finance diversifiée : stabilité politique, stabilité institutionnelle ; Suivis et traçabilité des mesures politiques ; encourager les potentiels de transformation, la reproductibilité des actions, l'évolutivité du système, la faisabilité bancaire des actions ; assurer le retour sur investissement ; Diminuer les risques liés à l'investissement.



Mandat de Madrid et principaux résultats

- Le mandat de la 25^{ème} Conférence des États Signataires (COP25) était de compléter le programme de travail l'Accord de Paris, particulièrement sur les marchés (Art. 6) et les modalités, les procédures et les recommandations sur la transparence (Art. 13), de même que les progrès réalisés sur quelques éléments de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris (PA) ;
- Alors que l'avant dernière COP, qui a précédé l'Accord de Paris, est en train de devenir entièrement opérationnelle, il était important de s'entendre sur un agenda commun pour l'Accord de Paris afin de guider le travail à réaliser dans le cadre de cet accord pour les années à venir ;
- Pour le G77 et la Chine, l'Accord de Paris doit être équilibré et inclusif, en reflétant toutes les facettes de cet accord. Notamment, le financement à long terme des pays en voie de développement et rendre opérationnel l'Objectif de Développement Durable (SDG) concernant l'adaptation au changement climatique. L'Afrique a également obtenu l'assurance, dans le cadre de l'accord, que les besoins et circonstances spécifiques au continent seront prises en compte. Les pays développés ont, quand à eux, chercher à établir un agenda plus restrictif et contraignant ;



Tensions internes pendant la COP25 à Madrid

- Dès le début, la COP a du relever un double défi : prendre en charge un mandat avec des sujets hautement techniques et négocier un agenda extrêmement contesté, pour lequel même les résultats les plus prometteurs auraient eu la plus grande difficulté à être compris en dehors du cadre offert par la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) ;
- Cette situation a été particulièrement exacerbé en raison de deux tendances géopolitiques antagonistes qui n'ont pas trouvé de terrain d'entente dans le cadre du mandat de la COP :
 - **Demandes pressantes de la société civile et de la jeunesse** pour une prise de positions et des actions plus radicales de la classe politique *et*
 - un contexte politique international épineux dans lequel **les plus grandes économies rechignent à concéder plus qu'elles n'ont déjà fait** en raison d'un climat de méfiance entre elles mais aussi du fait de pressions internes à leurs sociétés respectives ;
 - Le problème posé par les États-Unis et notamment leur retrait tonitruant de l'accord de Paris.



Revers pour la COP25

- L'agenda est contesté dès le début des négociations, posant la question de la faisabilité du processus à venir ;
- L'Afrique est extrêmement inquiète de constater un front de résistance :
 - au sujet de l'accord sur des résultats pour l'Agenda pre-2020 ou à propos des discussions concernant l'assurance du soutien, à long terme, des pays en voie de développement par les pays développés ;
 - au déploiement de mesures opérationnelles concernant l'Objectif de développement durable sur l'Adaptation,
 - à la reconnaissance et à la prise en compte des réalités du terrain ainsi que des faiblesses rencontrées par le continent africain, faiblesses qui impactent fortement la capacité d'exécution des pays d'Afrique ;
- Les éléments de l'Agenda concernant un soutien substantiel aux pays en voie de développement au niveau des mécanismes d'adaptation, des pertes et dommages sont dans l'impasse, du fait du manque de volonté politique de la part des pays développés sur ces dossiers ;
- Avec le fragile équilibre de l'Accord de Paris et les relations de confiance entre les partenaires ainsi mises en péril, les progrès sur la réduction et la transparence restent, eux aussi, au point mort.



Résultats importants de la COP25

- La conférence a tout de même réalisé de modestes progrès (comme l'adoption d'un plan d'action pour l'égalité femme-homme, ou les progrès concernant l'agriculture et les technologies), mais se conclue de manière décevante pour les pays en voie de développement.
- En revanche, le problème posé par la reconnaissance des circonstances spécifiques à l'Afrique, les modalités propres aux mécanismes des marchés sur le carbone, l'ambition sur l'adaptation au changement climatique et la finance ont été transféré à l'ordre du jour de l'agenda pour la prochaine COP 26 qui devrait se tenir en Écosse, en Novembre 2020.
- L'adaptation est une question centrale pour l'Afrique, qui a voulu dénoncer le déséquilibre inhérent à l'Agenda préliminaire de l'Accord de Paris en incluant notamment un élément visant à contrôler et à superviser collectivement le travail réalisé par le Comité Adaptation dédié à l'Objectif de Développement Durable « Adaptation au changement climatique » et à développer des méthodologies pour ladite adaptation. L'Afrique a également voulu attirer l'attention de la communauté internationale sur les faiblesses du Comité, et des contestations sur l'adhésion au Bureau du Fond pour l'Adaptation se sont élevées ;
- Les pays développés semblent vouloir remplacer le concept de responsabilité mondiale pour l'adaptation au changement climatique.
- Au niveau de la finance: Aucune discussion stratégique concernant le statut de l'architecture financière internationale n'a eu lieu, comme:
 - la tendance négative des dons qui voit des subventions remplacées par des prêts ;
 - les garanties ou certains arrangements financiers obscurs, incluant des seuils et des conditions toujours plus contraignantes.



Possibles voies de développement via la CCNUCC

- La COP26 se tiendra à Glasgow, en Écosse.
- La Présidence de la COP26, tenue par le Royaume-Uni, montre déjà comme volonté d'éviter les blocages rencontrés à Madrid.
- Un besoin pressant de rétablir la confiance entre les nations développées et les nations en voie de développement.
- Nous nous devons de consolider une vision africaine unifiée, basée sur les connaissances scientifiques, sur une certaine autorité morale et sur des alliances entre pays.
- Utiliser une variété de plateformes internationales pour promouvoir cette position africaine unifiée.



Le CCEGACC et la CMAE

- Le multilatéralisme est le moyen par lequel l’Afrique pourra affronter la crise climatique avec succès, en contexte de développement durable. L’Afrique doit jouer un rôle de leader sur ces questions, d’autant plus quand la communauté politique est à ce point clivée, comme l’a montré la COP 25 à Madrid.
- Grâce au leadership du **Comité des chef-fe-s d’État et de Gouvernement Africains sur le Changement Climatique (CCEGACC)** et de la **Conférence Ministériel Africain sur l’Environnement (CMAE)**, nous devons nous assurer que l’Afrique participe entièrement au CCNUCC et à son Accord de Paris ainsi qu’à tous ses appareils constitutifs, mais aussi que nous bénéficions pleinement des soutiens disponibles ou déjà promis.
- Nous devons communiquer constamment, depuis ces instances que sont l’Union Africaine, le CCEGACC et la CMAE, l’importance de la situation très particulière dans laquelle se trouve le continent africain au regard du changement climatique et ce auprès des pays développés, en leur demandant notamment que de nouveaux mécanismes financiers, plus adéquats et incluant une dimension prédictive, des moyens technologiques et des soutiens au développement capacitatif des pays afin de réduire les effets du changement climatique et s’y adapter, soient fournis, le but étant de soutenir le développement durable dans toute l’Afrique.
- Le CCEGACC et la CMAE peuvent également faciliter un plus grand degré d’intégration et d’implémentation des politiques sur tout le continent et augmenter la coopération régionale afin d’affronter collectivement les effets du changement climatique et de rejoindre les SDG en terme de réduction et d’adaptation.



**Merci de votre
attention**